

2012-2015

**Les pratiques d'intervention à domicile et en milieux ouverts dans les champs de la
vieillesse, du handicap et de la protection de l'enfance – regards croisés
France Québec**

Projet financé par la Direction des coopérations internationales du Conseil Régional Rhône-Alpes (DERIC)

Suivant les nouveaux axes du plan d'action 2011-2014 conclu entre la Région Rhône-Alpes et la Délégation du Québec à Paris affichant une volonté explicite de favoriser les rapprochements entre établissements de formation professionnelle et supérieure et le développement conjoint de programmes de recherche, l'IREIS Rhône-Alpes, en partenariat avec l'association France Québec, a souhaité initier, en 2012, une mission exploratoire au Québec dans l'optique du montage d'une recherche comparative (France/Québec) autour de la thématique de "L'intervention à domicile et en milieu ouvert". La dynamique amorcée lors de cette mission exploratoire a permis de construire un projet de recherche France/Québec financé depuis 2013 par la Direction des coopérations internationales du Conseil Régional Rhône-Alpes (DERIC).

Cette recherche était conduite par le Laboratoire Espace Scientifique et Praticien en Action Sociale et en Santé de l'IREIS, en partenariat avec deux Laboratoires universitaires québécois et français et deux Centres de recherche universitaires québécois : le Laboratoire de Recherche sur les Pratiques et les Politiques Sociales (LAREPSS-UQAM), le Centre de Recherches sur les Innovations Sociales (CRISES-UQAM), le Centre de recherche intégrée du Centre Jeunesse de Montréal-Institut Universitaire (CJM-IU) et le Laboratoire Professions Institutions Temporalités (PRINETEMPS/CNRS) de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

16 personnes étaient associées à la réalisation du programme dans son ensemble. La recherche était mise en œuvre par deux équipes de recherche distinctes, dont l'une (ESPASS-LAREPSS-CRISES-PRINTEMPS) se concentrait sur **les champs du vieillissement et du handicap**, et l'autre (ESPASS-CJM-IU) sur le **champ de la protection de l'enfance**. Catherine Lenzi était responsable du programme dans son ensemble et codirigeait scientifiquement la recherche avec Christian Jetté (co-directeur du LAREPSS) et Sylvie Normandeau (Directrice scientifique du CJM-IU).

Synthèse des orientations de recherche

Après le champ de la santé mentale qui a connu un mouvement important de désinstitutionnalisation, l'objectif de remplacer l'offre institutionnelle et publique par des services de proximité produits par des associations, des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale et solidaire s'étend à de nouveaux publics, aussi bien en France qu'au Québec. On peut voir que cet objectif coïncide avec un déplacement des pratiques d'intervention sociale de la sphère publique vers la sphère privée qui connaît un essor important dans un contexte d'application des principes managériaux de la nouvelle gestion publique (NGP) et de promotion de l'individu.

De fait, liée et associée au mouvement de rationalisation et de rénovation des politiques publiques, la désinstitutionnalisation est le plus souvent abordée dans les travaux des sociologues et politistes sous l'angle d'une critique du néolibéralisme économique et des effets délétères de

l'individualisme négatif en termes de décollectivisation, d'ébranlement et de démantèlement du schéma social étatiste. Du côté du champ du travail social, certains auteurs ont bien rappelé le danger que constitue le fait de conférer à la désinstitutionnalisation le pouvoir de renforcer, à elle seule, la capacité d'agir des personnes, rappelant en ce sens les critiques parfois virulentes évoquées à l'encontre du concept nord américain d'empowerment. Angle d'approche qui s'inscrit dans le prolongement des sociologies critiques à l'encontre des politiques d'activation dans leur mise en actes des principes de l'injonction à l'autonomisation et au libre arbitre.

Pour autant, bien que nécessaires et pertinentes, ces analyses en raison du primat qu'elles accordent à la traduction économique des transformations en cours permettent difficilement de cerner les recompositions et ressorts d'action à l'œuvre, notamment du côté des arrangements et coopérations institutionnels, de la professionnalité et de la réflexivité des acteurs.

De cette façon, au-delà du malaise organisationnel et professionnel généré par les nouvelles gestions du social, source d'épuisement et de désengagement professionnel, le projet de recherche oriente ses questionnements également sur la façon dont le mouvement de désinstitutionnalisation de l'aide et de l'action sociale, dans les multiples déplacements qu'il entraîne peut, dans le même temps, être l'occasion de multiples recompositions et arrangements entre institutions, entre collectifs de travail et entre acteurs. C'est donc aussi à la question des articulations et des coopérations propices à une reconfiguration de l'action publique en train de se faire et à une réaffirmation de la professionnalité, qu'elle soit formelle ou invisible, que ce projet cherche à répondre.

Suivant cette logique, une première orientation du projet de recherche propose donc, dans une démarche comparative, de porter un regard croisé sur les réalités françaises et québécoises afin de mettre en relief et de comparer les réponses plurielles apportées par l'État et les milieux associatifs aux défis de l'intervention « hors les murs ». Le travail de terrain amorcé dans ce sens avec les chercheurs du LAREPPS interroge le partage des responsabilités entre les acteurs concernés (notamment le secteur associatif et de l'économie sociale) et la part effective de participation de chacun au processus d'élaboration et de co-construction des politiques publiques.

D'autre part, les reconfigurations institutionnelles dont il est question ici bousculent les cadrages professionnels traditionnels à travers la promotion de nouveaux acteurs, de nouvelles fonctions, sur de nouveaux espaces et remettent en cause les attributs professionnels. En France, les pratiques professionnelles qui émergent ne sont pas toujours issues de métiers codifiés qui renvoient à une formation et à une qualification particulières telles que circonscrites dans le champ canonique du travail social et font appel à une dimension personnelle importante et à des ressorts d'action liés à un savoir essentiellement expérientiel. De cette façon, une seconde orientation du projet interroge la construction des agirs professionnels et incite à les saisir davantage sous l'angle de la professionnalité et des « épreuves de reconnaissance », que dans une logique de professionnalisation classique (versus déprofessionnalisation). Cet angle d'approche permet de cerner autant les ressorts d'action positifs que recèlent les savoirs constitués par l'expérience du travail de care, dans leurs dimensions relationnelle, identitaire et émotionnelle, mobilisés dans le cadre de l'intervention au domicile des personnes ; que les « épreuves de professionnalité » que peut constituer leur invisibilité institutionnelle. Ainsi, et toujours d'un point de vue des pratiques, le développement des interventions hors les murs, dans un contexte général de désinstitutionnalisation, interroge la question des collectifs de travail et celle des régulations collectives, formelles ou informelles, capables ou non, de reconnaître les ressorts d'action des intervenants, quand bien même ceux-ci procèdent du bricolage inventif, et de soutenir les collaborations et coopérations intra et interinstitutionnelles indispensables à la continuité des prises en charge et au maintien du lien avec les publics et clientèles considérés.

Enfin, le projet de recherche comporte un 3e volet qui interroge les incidences des reconfigurations institutionnelles de l'intervention sociale sur les parcours biographiques des publics – qui croise aussi la participation sociale comme modalité d'intervention et comme défi (ou comme manque ?) pour les populations précaires. In fine, à partir d'expériences d'intervention au domicile des personnes et à travers l'adaptation des professionnels à ces nouvelles situations de travail (développement de nouvelles compétences et stratégies d'intervention), nous tentons de comprendre plus finement quels sont les enjeux et les incidences des nouvelles relations qui se nouent « intervenants/familles ».

L'équipe – 15 personnes

Pour l'ESPASS IREIS, l'équipe des chercheurs était composée de : BLETERRY Henry (Directeur de l'IREIS de l'Ain), BOUABDALLAH Bouzid (Formateur à l'IREIS de la Loire), EDME Stéphane (Formateur à l'IREIS de Haute-Savoie), GRAND David (Formateur à l'IREIS de la Loire et chercheur permanent à L'ESPASS IREIS), LENZI Catherine (Responsable du pôle ES, Recherche et International à l'IREIS RA et responsable de l'ESPASS IREIS), SALEMBERE Ida (chargée d'étude à l'EPSASS), REMILLIEUX Geneviève (Formatrice à l'IREIS de l'Ain), RENOUX Jean-Paul (Directeur de l'IREIS de Haute-Savoie), SEGUIN Chantal (Directrice de l'IREIS de la Savoie).

Pour le LAREPPS-CRISES, l'équipe des chercheurs était composée de : DUMAIS Lucie (Professeur et directrice des programmes d'étude supérieure à l'École de travail social de l'UQAM et co-directrice du Laboratoire de Recherche sur les Pratiques et les Politiques Sociales (LAREPSS) ; JETTE Christian (Professeur à l'École de service social de l'UdM et co-directeur du LAREPSS) ; VAILLANCOURT Yves (Professeur émérite, politiste international et fondateur du LAREPSS). Tous trois sont membres du CRISES.

BRESSON Maryse (Professeur de sociologie, Université de Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines et membre du laboratoire Printemps/CNRS) était associée au projet de recherche auprès de l'équipe ESPASS-LAREPPS-CRISES-PRINTEMPS.

Pour le Centre Jeunesse de Montréal, l'équipe de chercheurs était composée de : NORMANDEAU Sylvie (Directrice scientifique du Centre Jeunesse de Montréal – Institut Universitaire et Professeur à l'UdM) ; MAINVILLE Nathalie (Directrice des services milieu à l'enfance au CJM-IU) ; TURCOTTE Geneviève (Chercheur au CJM-IU).

Les conclusions de cette recherche ont permis l'organisation d'un important colloque de restitution qui s'est tenu, le 21 octobre 2015, à l'hôtel de région du conseil régional de la région Rhône-Alpes (financeur), qui a réuni près de 600 personnes. L'écriture d'un ouvrage est également en cours.

Valorisations à destination des milieux de pratique et de formation

- Evolution de la prise en charge et de l'accompagnement du vieillissement, du handicap et de la protection de l'enfance : ressorts d'action, compétences...formation
- Formation des acteurs à partir d'approches comparées Franco-Québécoise
- Valorisation des métiers relatifs à l'accompagnement des personnes handicapées et/ou vieillissantes et des enfants placés
- Mise en perspective de l'évolution des cœurs de métiers et des politiques publiques